



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

ANNÉE

Bord V.S. Mod 2016



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

(Acomptes prov

ANNÉE

MOIS DE

SERVICE GESTIONNAIRE

**I IDENTIFIANT**

1 IDENTIFIANT

2 Nom

3 Date et lieu de

4 Dénomination o

5 Profession

6 Adresse de votre r

7 QIP :

8 VILLE:

9 Adresse électronique:

**I.- IDENTIFICATION DE LA PARTIE VERSANTE**

N° IFU

NOM PRENOM OU RAISON SO

ADRESSE: - - - - -

Tél.: - - - - -

ADRESSE ÉLECTRONIQUE:

**II RECETTES**

10 Loyers bruts

11 Dépenses de propriété mises

12 Recettes brutes diverses

13 Valeur locative d'immeubles mis

14 Total des recettes (lignes 10 à

**II. NATURE DES VERSEME**

1 ACOMPTES

ACOMPTE IS

ACOMPTE IRPP

ACOMPTE IRPP/RCM

ACOMPTE TVS

ACOMPTE TPS

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

**DECLARATION  
DES BENEFICES INDUSTRI  
ARTISANAUX ET AGE**

REGIME DU BENEFICE REEL D'IMP

REGIME DU BENEFICE REEL SIMP

ANNEE : | | | | ou périod

**III FRAIS ET CHARGES**

15 Intérêts des emprunts ( remplir table.

16 Frais d'administration et de gérance (

17 Dépenses de réparation, d'entretien et

18 Déduction forfaitaire au titre de l'amort.

(non cumulative avec les dépenses des lignes

19 Taxes foncières

20 Autres taxes

21 Total des frais et charges

2 AUTRES VERSEM

MONTANT VE

**IDENTIFICATION**

01 N° IFU

02 Nom, Prénoms ou raison sociale :

03 Autre dénomination / enseigne commerciale

04 Forme juridique : SA et SARL unipersonnelles

05 Adresse : - siège (1)

Adresse géographique

06 - établissement

Adresse

22 Revenus nets fonciers (ligne 14 - lig

**IV Déficits antérieurs**

Années

20

**AFRO**

**AFROBAROMÈTRE**

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE

**La gouvernance,  
affecte-t-elle la volonté des  
Béninois à payer leurs taxes?**

Par Horace Gninafon

Synthèse de Politique Afrobaromètre No. 50 | Octobre 2018

## Résumé

La mobilisation des ressources à travers la collecte des impôts et taxes est l'un des moyens pouvant permettre à une nation de renforcer sa capacité financière et améliorer la fourniture des biens et services publics pour le bien-être de la population. Cependant, les pays en voie de développement, qui ont un besoin énorme en termes de fourniture des biens et services publics, présentent une faible capacité à mobiliser les taxes (Besley & Persson, 2014). L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (2009) estime que les pays sub-sahariens ne mobilisent qu'environ 15% de leur produit intérieur brut par les revenus de taxes, comparé à 29% pour les pays développés de l'OCDE.

Outre la multitude de questions sur la capacité de l'état, il se pose donc la question d'identifier les facteurs qui pourraient contribuer à la volonté des citoyens de payer à l'état leur taxe et redevance. La bonne gouvernance, serait-elle l'un des déterminants?

Les données des enquêtes Afrobaromètre organisées au Bénin viennent apporter une contribution utile quant aux expériences et attitudes des citoyens en ce qui concerne le paiement des taxes et impôts.

De façon générale, les Béninois affichent un fort soutien pour le paiement des impôts afin que le pays se développe et reconnaissent le droit du gouvernement de percevoir des impôts. Mais ils éprouvent des difficultés pour se renseigner sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer. De plus, ils perçoivent les agents collecteurs de taxes comme corrompus et leur témoignent un faible niveau de confiance.

La confiance des populations aux agents des impôts, la bonne performance du gouvernement, ainsi que l'accès aux services publics tel que l'électricité, semblent contribuer à la volonté des citoyens de satisfaire leur obligation vis-à-vis de l'état.

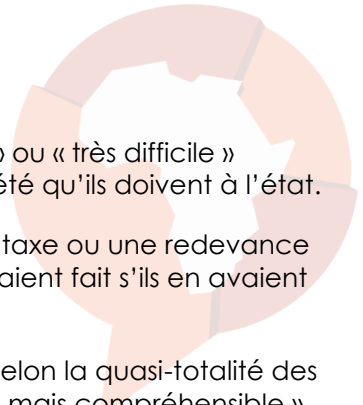
## Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Après six séries d'enquêtes dans jusqu'à 37 pays entre 1999 et 2015, les enquêtes du Round 7 (2016/2018) sont actuellement en cours. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Bénin, dirigé par l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP), a interviewé 1.200 adultes béninois en 2005, 2008, 2011, 2014, et 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Cet article s'appuie sur la plus récente enquête Afrobaromètre pour laquelle des données pertinentes sont disponibles et utilise les séries précédentes pour des comparaisons.

## Résultats clés

- La majorité des Béninois (52%) pensent que « la plupart » ou « tous » les agents des impôts sont corrompus.
- C'est seulement quatre Béninois sur 10 qui font confiance aux agents de la Direction Générale des Impôts.
- La grande majorité des Béninois (75%) disent qu'il est « quelque probable » ou « très probable » qu'une personne aisée puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour éviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement. Quatre sur 10 affirment le même quant à une personne ordinaire.
- Deux-tiers (67%) des Béninois trouvent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de se renseigner sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer à l'état.



- Trois-quarts (76%) des répondants avouent qu'il est « difficile » ou « très difficile » d'éviter de payer l'impôt sur le revenu ou les droits sur propriété qu'ils doivent à l'état.
- Un répondant sur 20 (6%) avouent avoir refusé de payer une taxe ou une redevance à l'état pendant l'année passée, et 23% affirment qu'ils l'auraient fait s'ils en avaient l'occasion.
- Ne pas payer l'impôt sur le revenu est une mauvaise action selon la quasi-totalité des Béninois, mais presque la moitié (47%) la trouvent « mauvaise mais compréhensible » au lieu de « mauvaise et punissable ».
- Pour six répondants sur 10 (59%), les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les taxes. Cependant, la proportion des citoyens qui sont en désaccord avec cette affirmation a augmenté de 17 points de pourcentage entre 2011 et 2017, allant de 21% à 38%.
- Sept Béninois sur 10 (70%) affirment que les citoyens doivent payer leurs impôts afin que le pays se développe. Le soutien au paiement des taxes pour le développement du pays semble plus fort parmi ceux qui approuvent la performance du gouvernement et ceux qui sont mieux nantis.
- Deux-tiers (64%) des Béninois seraient contre une politique d'augmentation des impôts ou taxes afin que le gouvernement dépense davantage pour les soins de santé.
- La pauvreté vécue, la confiance des citoyens aux agents des impôts ainsi que l'accès à l'électricité semblent être corrélée avec la volonté de payer les impôts et taxes.

## Corruption perçue et confiance des citoyens aux agents des impôts

La bonne gestion des recettes fiscales est d'une nécessité capitale étant donné qu'elle permettrait à l'état d'avoir assez de ressources pour faire face à certains investissements et charges. Une mauvaise gestion de ces recettes, par contre, est plus qu'inefficace; lorsque les citoyens perçoivent que les autorités fiscales ne font pas bien leur travail, ils peuvent être plus enclins à ne pas payer les taxes dont ils sont redevables (Campuzano, 2015).

---

Pour sonder ces données vous-mêmes, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

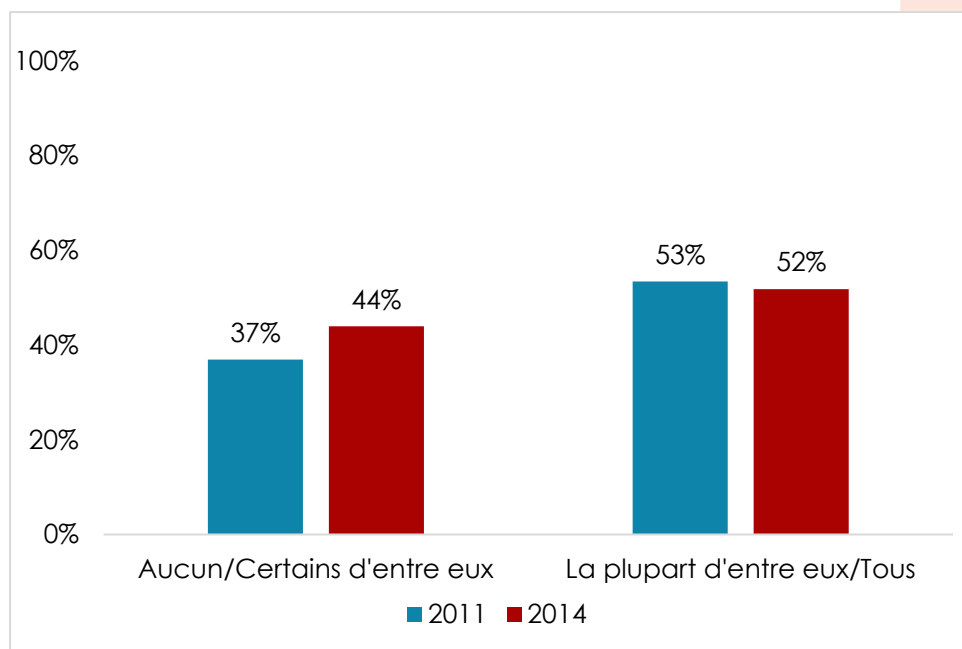
Les données Afrobaromètre de 2014 sur la perception de corruption et la confiance des citoyens aux agents impôts montrent des opinions mitigées<sup>1</sup>.

Plus de la moitié des Béninois pensent que « la plupart » ou « tous » les agents des impôts, notamment les agents du Ministère des Finances et les agents collecteurs de taxes locales, sont corrompus, et ce depuis des années (53% en 2011, 52% en 2017) (Figure 1). Les hommes sont autant nombreux que les femmes à penser que les agents des impôts sont corrompus tandis que les urbains (54%) sont légèrement plus enclins que les ruraux (50%) à l'affirmer (Figure 2).

---

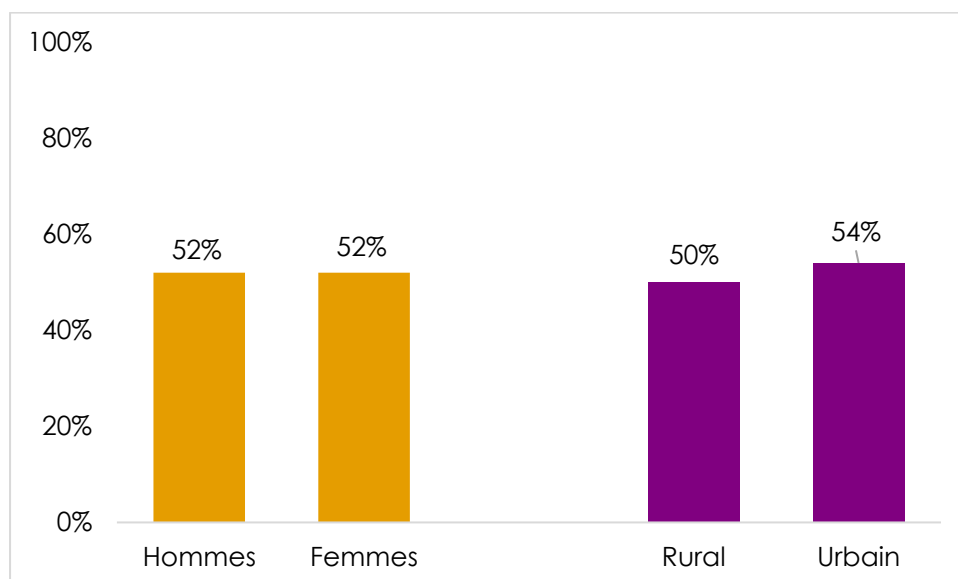
<sup>1</sup> Ces questions n'ont pas été posées en 2017.

**Figure 1: Corruption perçue au sein des agents des impôts | Bénin | 2011-2014**



**Question posée aux répondants:** Combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion: Les agents des impôts, tels que les agents du Ministère des Finances ou les collecteurs de taxes locales?

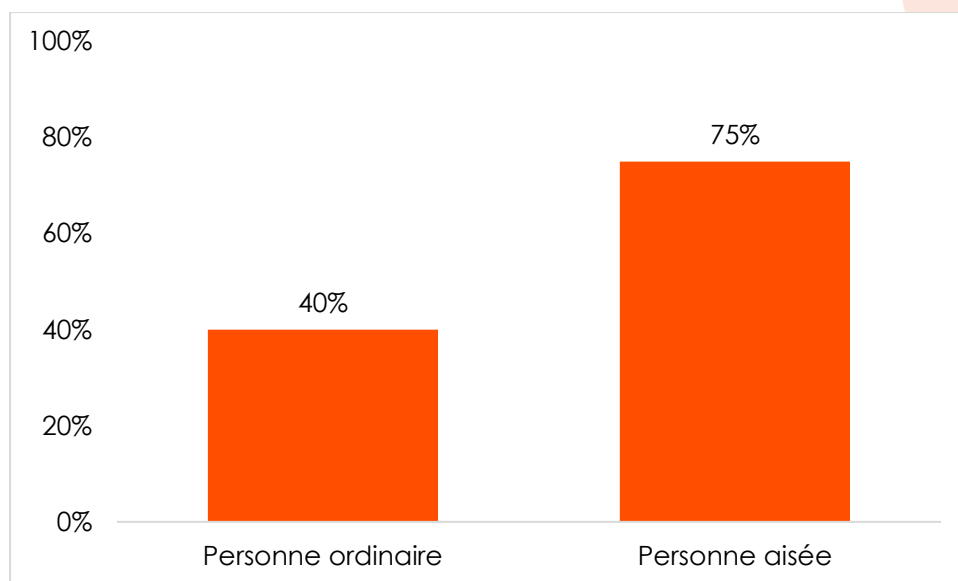
**Figure 2: Corruption perçue au sein des agents des impôts | par sexe et milieu de résidence | Bénin | 2014**



**Question posée aux répondants:** Combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion: Les agents des impôts, tels que les agents du Ministère des Finances ou les collecteurs de taxes locales? (% de ceux qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Selon les Béninois, les riches peuvent plus faire usage des pratiques de corruption que les gens ordinaires. Les trois-quarts des répondants affirment qu'il soit « quelque peu probable » ou « très probable » qu'une personne aisée puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour éviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement. Quatre Béninois sur 10 affirment de même lorsqu'il s'agit d'une personne ordinaire (Figure 3).

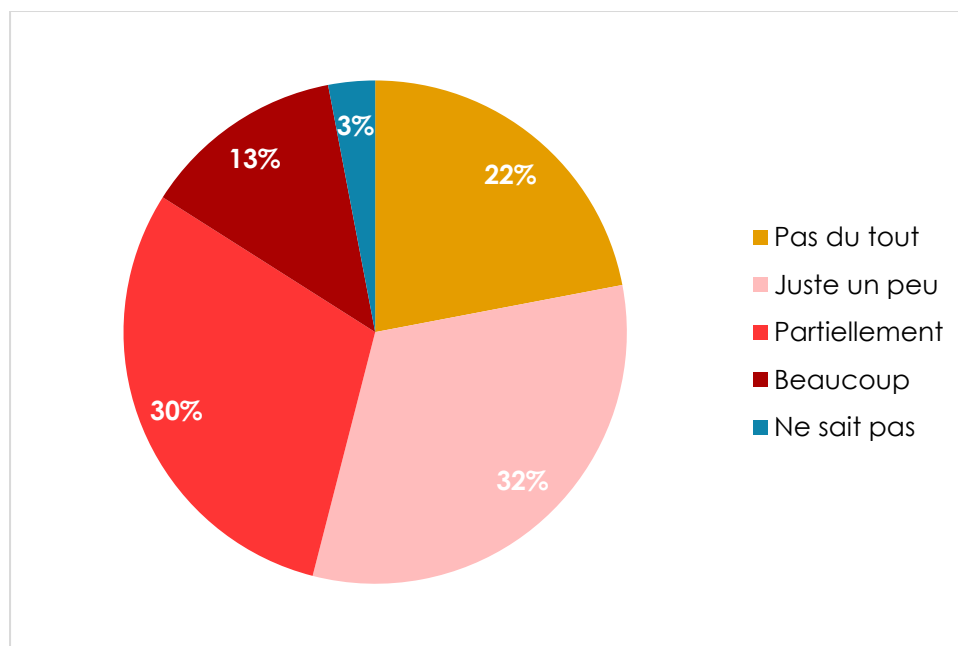
**Figure 3: Probabilité qu'une personne ordinaire/aisée puisse donner des pots-de-vin pour éviter de s'acquitter des taxes | Bénin | 2017**



**Question posée aux répondants:** Dans ce pays, quelle est la probabilité qu'une personne ordinaire (aisée) puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour éviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement? (% de ceux qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

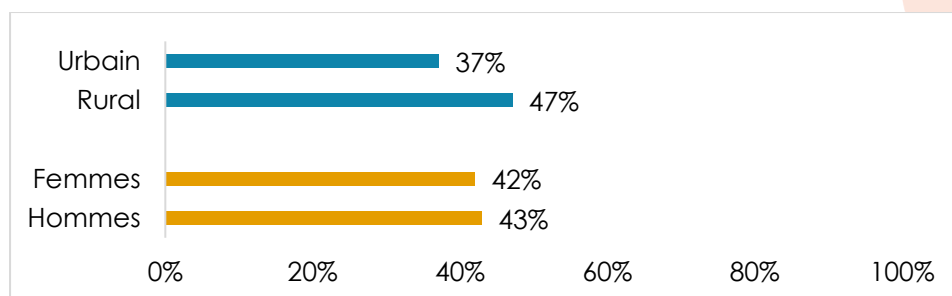
Au regard de leur opinion sur les pratiques de corruption, il n'est peut-être pas surprenant d'observer que seulement 13% des Béninois font « beaucoup confiance » aux agents des impôts (Figure 4). La majorité des citoyens affirme leur faire « juste un peu confiance » (32%) ou « pas du tout confiance » (22%). Les résidents ruraux sont plus enclins à faire confiance aux agents des impôts que les urbains (47% partiellement/beaucoup contre 37%) (Figure 5).

**Figure 4: Confiance aux agents de la Direction Générale des Impôts | Bénin | 2014**



**Question posée aux répondants:** Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Direction Générale des Impôts?

**Figure 5: Confiance aux agents de la Direction Générale des Impôts | par milieu de résidence et sexe | Bénin | 2014**

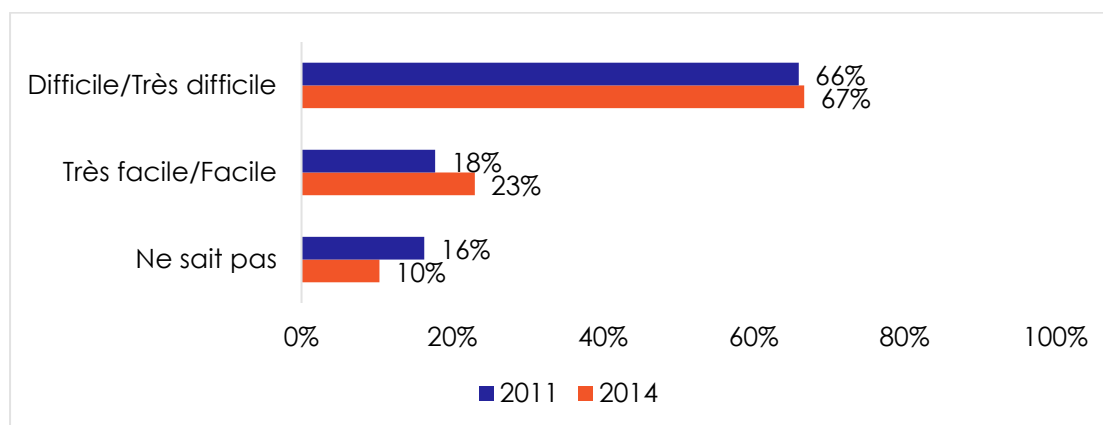


**Question posée aux répondants:** Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Direction Générale des Impôts? (% de ceux qui disent « partiellement confiance » ou « très confiance »)

### Païement des impôts et taxes

La facilité des citoyens à se renseigner sur les impôts qu'ils sont tenus de payer à l'état pourrait favoriser leur propension à les payer. Mais les données Afrobaromètre collectées en 2011 et 2014 nous montrent que la majorité des Béninois éprouvent des difficultés pour se renseigner là-dessus. Les deux-tiers des répondants l'ont affirmé depuis 2011 (66% en 2011 et 67% en 2014) (Figure 6). Néanmoins, nous remarquons une augmentation de 5 points de pourcentage (allant de 18% à 23%) de la proportion de répondants qui pensent que c'est « facile » ou « très facile » de se renseigner sur les impôts et taxes.

**Figure 6: Facile ou difficile de se renseigner sur les impôts et taxes? | Bénin | 2011-2014**

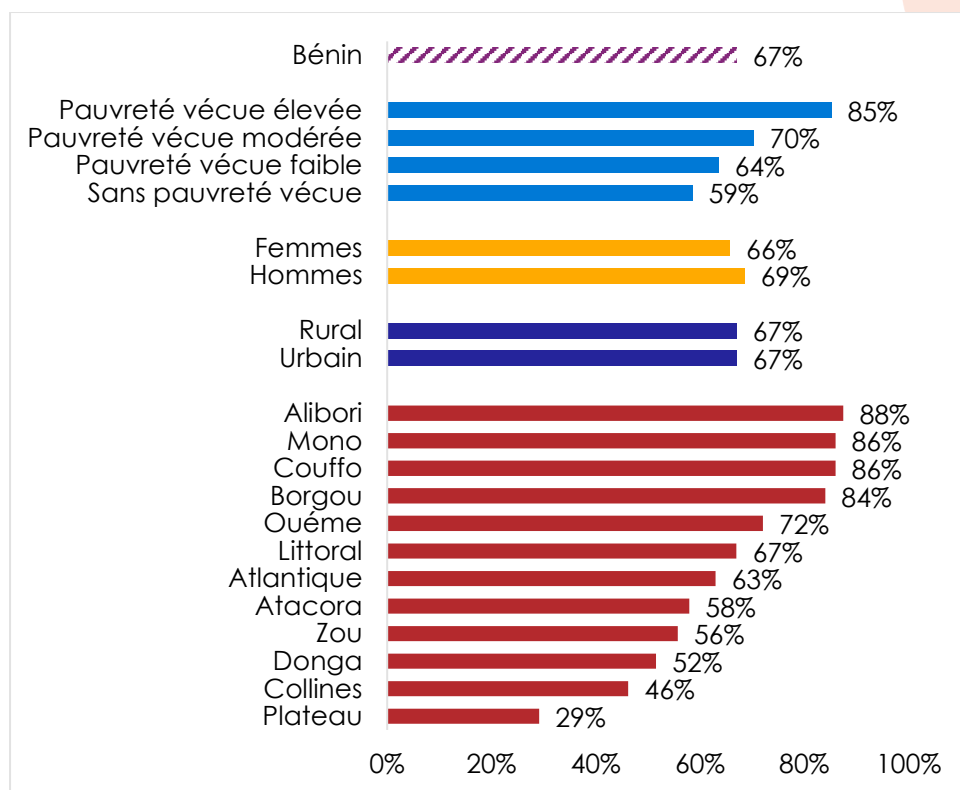


**Question posée aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu de payer à l'état?

Plusieurs facteurs pourraient être liés à ces difficultés. L'analyse des données révèle que la difficulté de se renseigner sur les impôts et taxes augmente avec le niveau de pauvreté vécue<sup>2</sup> (59% pour les nantis contre 85% pour ceux qui vivent la pauvreté élevée). Par contre, aucune différence significative n'a été observée lorsque nous faisons l'analyse selon le sexe et le milieu de résidence. Les données révèlent tout de même une certaine disparité dans les départements, indiquant que les répondants résidants dans les départements du Plateau (29%), des Collines (46%), et de la Donga (52%) semblent moins éprouver ces difficultés que leurs compatriotes des départements de l'Alibori (88%), du Mono (86%), du Couffo (86%), et du Borgou (84%) (Figure 7).

<sup>2</sup> Les variables ayant permis de calculer le niveau de pauvreté vécue sont dans le Tableau A.2 dans l'annexe.

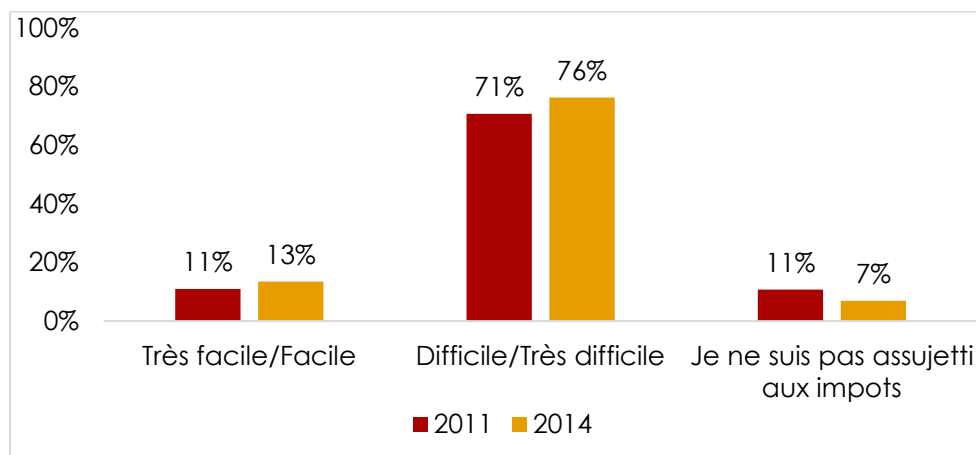
**Figure 7: Difficile de se renseigner sur les impôts et taxes** | par niveau de pauvreté vécue, milieu de résidence, sexe, et département | Bénin | 2014



**Question posée aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: ? Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu de payer à l'état? (% de ceux qui disent « difficile » ou « très difficile »)

L'impôt sur le revenu est le seul impôt progressif au Bénin affectant le revenu des contribuables, et a pour objectif d'alimenter le budget de l'état. Même s'ils ont des difficultés à se renseigner sur ce qu'ils doivent, la grande majorité des citoyens rencontrent également des difficultés pour éviter de payer l'impôt sur le revenu ou les droits sur la propriété. En 2014, 76% ont affirmé qu'il est « difficile » ou « très difficile » de le faire – 5 points de pourcentage qu'en 2011 (Figure 8).

**Figure 8: Difficile ou non d'éviter de payer l'impôt sur le revenu ou les droits sur propriété** | Bénin | 2011-2014



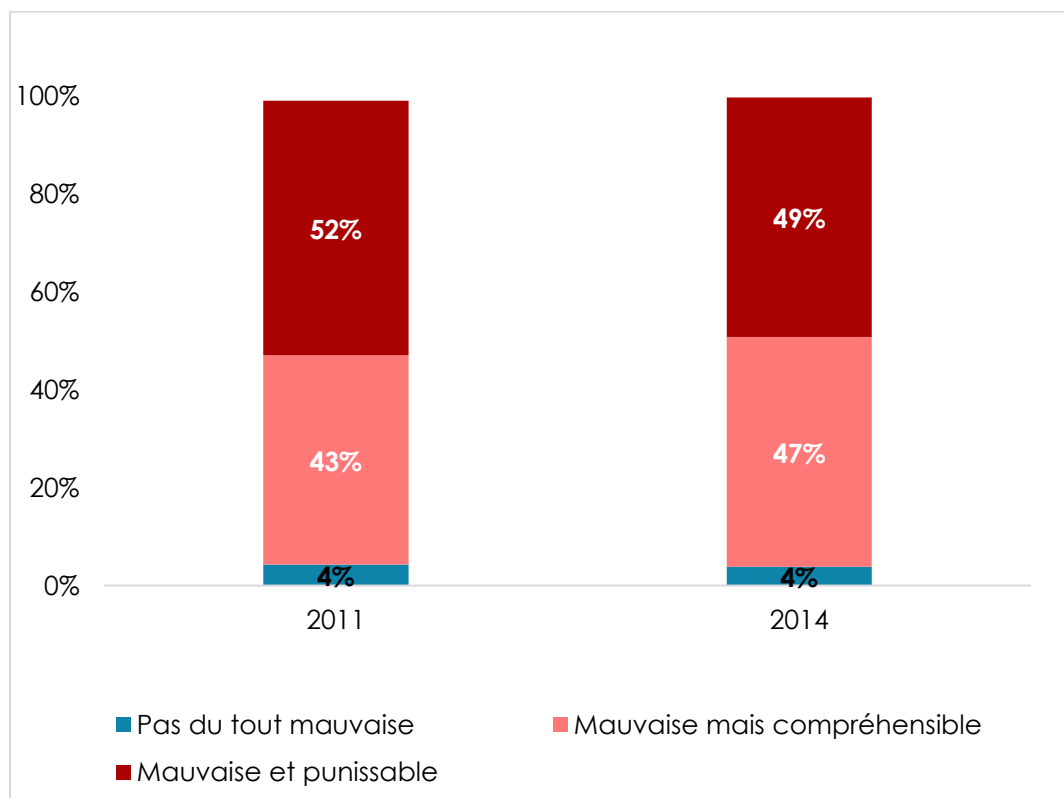
**Question posée aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: Eviter de payer l'impôt sur le revenu ou les droits sur propriété que vous devez à l'état?

## Soutien au paiement des taxes et impôts

La plupart des Béninois reconnaissent le devoir des citoyens de payer les impôts, le droit du gouvernement de percevoir des impôts, et l'importance de payer des impôts pour soutenir le développement du pays. Cependant, beaucoup s'opposent à l'augmentation des impôts afin d'augmenter les dépenses gouvernementales en soins de santé.

Ne pas payer l'impôt sur le revenu est une mauvaise action selon la quasi-totalité des Béninois: En 2014, la moitié (49%) des répondants ont affirmé que cette action est « mauvaise et punissable », tandis que 47% pensaient que c'est une action « mauvaise mais compréhensible ». Seulement 4% – en 2014 ainsi qu'en 2011 – disaient que ne pas payer l'impôt n'est « pas du tout mauvais ».

**Figure 9: Ne pas payer les impôts sur le revenu – mauvaise ou non ? | Bénin**  
| 2011-2014

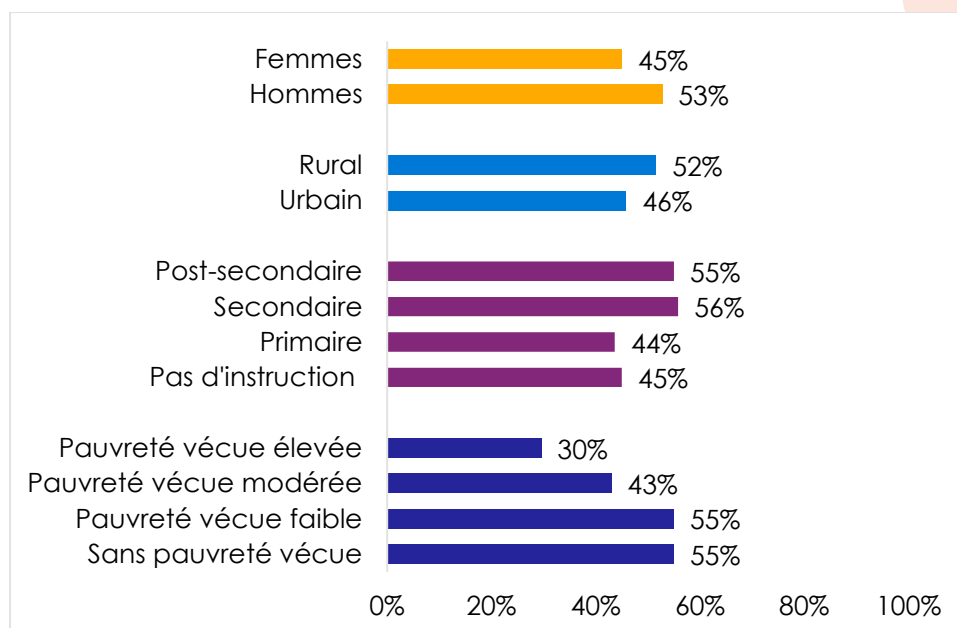


**Question posée aux répondants:** Je vais maintenant vous interroger sur une série de différentes actions que certaines personnes entreprennent. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous pensez que l'action n'est pas du tout mauvaise, mauvaise mais compréhensible, ou mauvaise et punissable: Ne pas payer les impôts qu'ils doivent payer sur leurs revenus?

Les hommes (53%) et les résidents ruraux (52%) sont plus enclins que les femmes (45%) et les urbains (46%) d'affirmer que le non-paiement des impôts est « mauvais et punissable » (Figure 10). Plus le niveau d'instruction des répondants augmente, plus ils sont enclins de soutenir cette opinion (45% pour ceux n'ayant aucune instruction formelle contre 55% de ceux ayant le niveau post-secondaire). Et lorsque la pauvreté vécue augmente, ils sont moins enclins de penser que le non-paiement des impôts sur le revenu est une mauvaise action et punissable, allant de 30% pour ceux ayant vécu la pauvreté élevée à 55% chez les nantis.



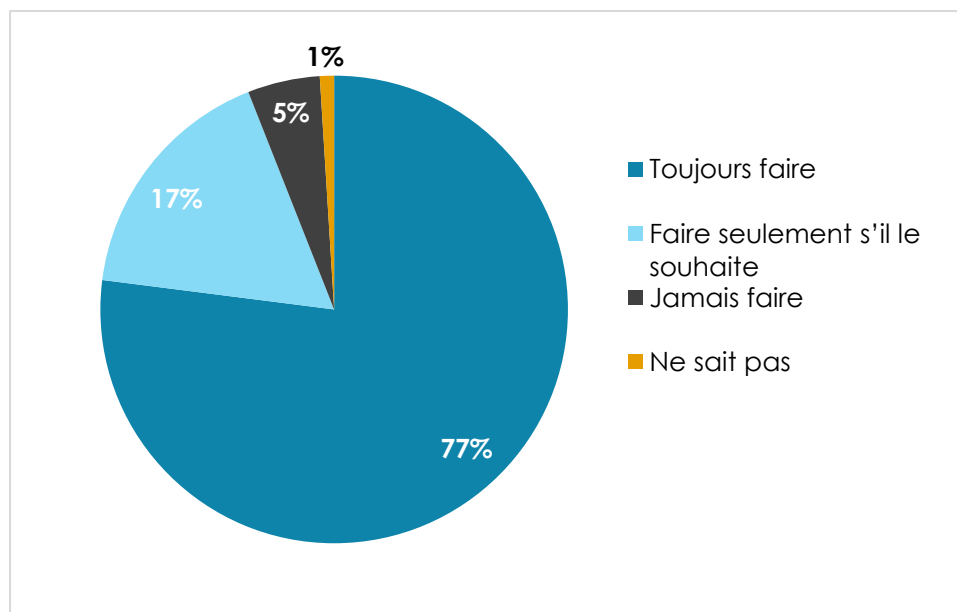
**Figure 10: Ne pas payer les impôts sur le revenu est 'mauvais et punissable' | par sexe, milieu de résidence, niveau d'instruction, et pauvreté vécue | Bénin | 2014**



**Question posée aux répondants:** Je vais maintenant vous interroger sur une série de différentes actions que certaines personnes entreprennent. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous pensez que l'action n'est pas du tout mauvaise, mauvaise mais compréhensible, ou mauvaise et punissable: Ne pas payer les impôts qu'ils doivent payer sur leurs revenus? (% de ceux qui disent « mauvaise et punissable »)

L'obligation de payer ses impôts est largement perçue comme un devoir civique. Près de huit Béninois sur 10 (77%) affirment que dans une démocratie, un bon citoyen doit toujours payer les impôts sur le revenu. Un répondant sur cinq affirme que le bon citoyen doit le faire seulement s'il le souhaite (17%) ou ne doit jamais le faire (5%) (Figure 11).

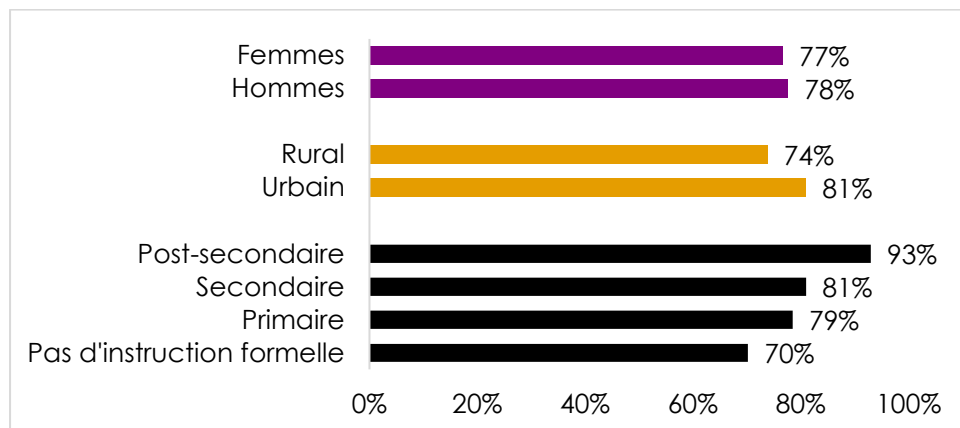
**Figure 11: Un bon citoyen doit-il toujours payer les impôts? | Bénin | 2014**



**Question posée aux répondants:** Pour chacune des actions suivantes, veuillez me dire s'il vous plaît si vous pensez que c'est quelque chose qu'un bon citoyen dans une démocratie doit toujours faire, ne doit jamais faire, ou le fait seulement s'il le souhaite: Payer les impôts dont il est redevable à l'état?

L'avis qu'un bon citoyen doit toujours payer ses impôts est plus fréquent parmi les répondants en milieu urbain (81%) que ceux du milieu rural (74%). Et lorsque le niveau d'instruction des répondants augmente, ils insistent plus sur l'obligation du bon citoyen dans une démocratie de payer les impôts dont il est redevable (70% pour ceux n'ayant aucune instruction formelle contre 93% pour ceux justifiant des qualifications post-secondaires) (Figure 12).

**Figure 12: Un bon citoyen doit toujours payer les impôts** | par sexe, milieu de résidence, et niveau d'instruction | Bénin | 2014

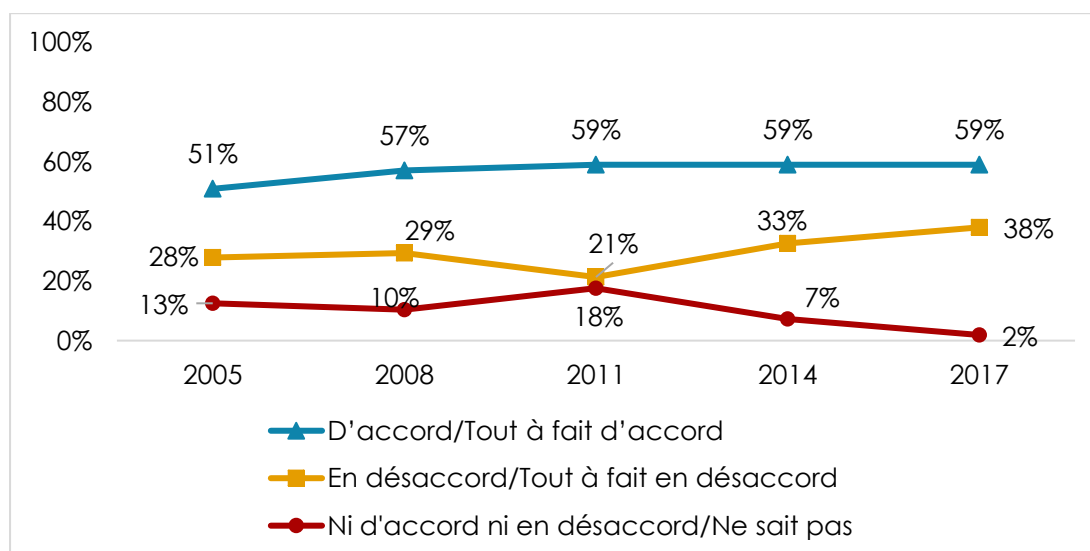


**Question posée aux répondants:** Pour chacune des actions suivantes, veuillez me dire s'il vous plaît si vous pensez que c'est quelque chose qu'un bon citoyen dans une démocratie doit toujours faire, ne doit jamais faire, ou le fait seulement s'il le souhaite: Payer les impôts dont il est redevable à l'état? (% de ceux qui disent « toujours faire »)

En plus de soutenir l'acte citoyen de payer ses impôts, la majorité (59%) des Béninois affirment le droit des autorités fiscales de contraindre la population à le faire. Cette proportion était juste de 51% en 2005, mais est restée stable pendant la décennie passée.

Dans le même temps, une proportion importante (38%) des répondants déclarent être « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec ce droit des autorités fiscales – une désapprobation qui est en train d'augmenter depuis 2011 (Figure 13).

**Figure 13: Droit de contraindre les populations à payer les taxes** | Bénin | 2005-2017

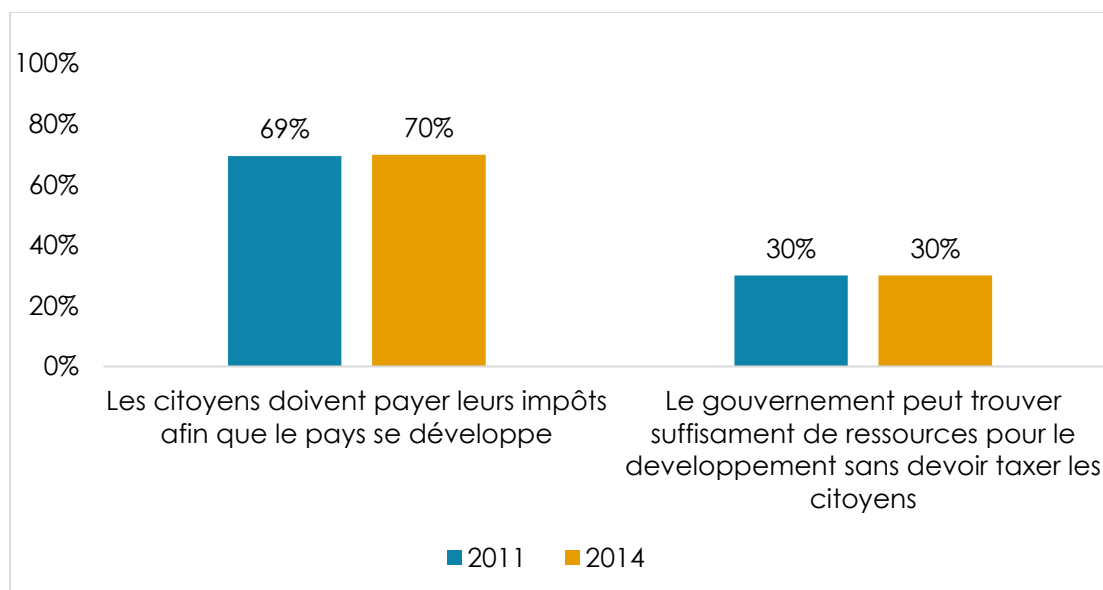


**Question posée aux répondants:** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts?

Aux yeux des Béninois, l'obligation de payer les taxes et impôts se justifie par le développement du pays. Sept répondants sur 10 ont déclaré en 2011 et en 2014 que les citoyens doivent payer leurs impôts afin que le pays se développe, contre trois sur 10 qui ont affirmé que le gouvernement peut trouver suffisamment de ressources pour le développement sans devoir taxer les citoyens (Figure 14).

Parmi 36 pays africains enquêtés en 2014/2015, le Bénin se place bien au-dessus de la moyenne (63%) dans le soutien public pour le paiement des taxes.

**Figure 14: Paiement des taxes pour le développement du pays | Bénin**  
| 2011-2014



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Les citoyens doivent payer leurs impôts à l'état afin que notre pays se développe.

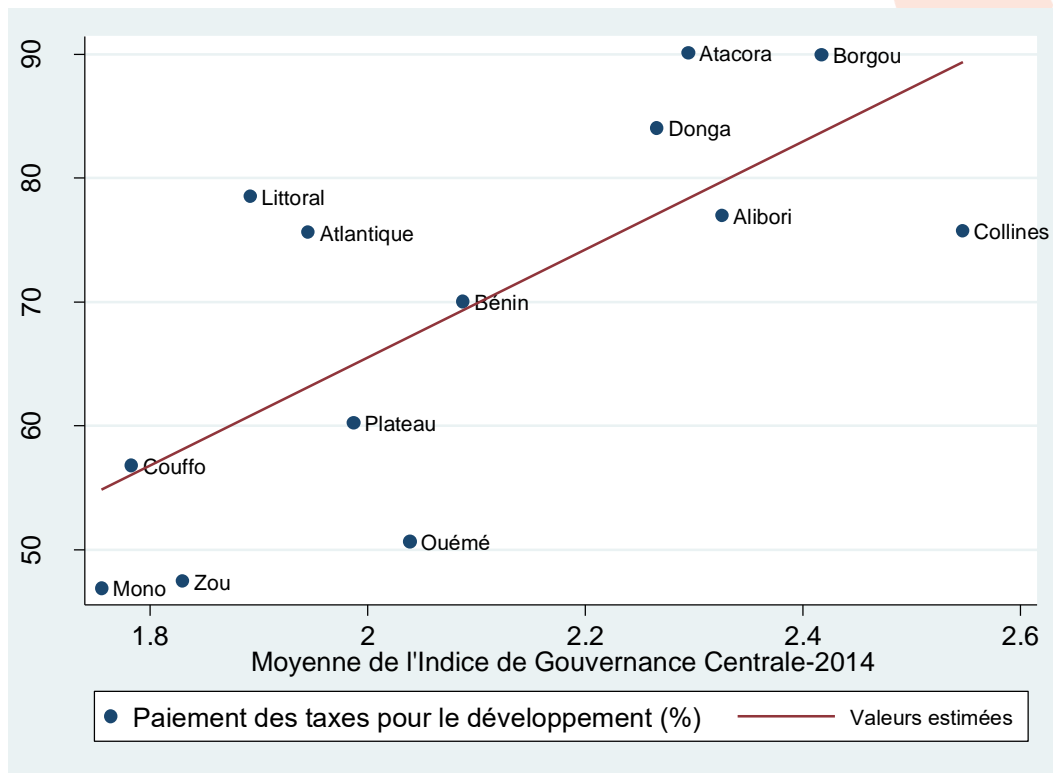
Affirmation 2: Le gouvernement peut trouver suffisamment de ressources pour le développement sans devoir taxer les citoyens.

Il semble plausible que le soutien des citoyens au paiement des impôts pour que le pays se développe soit lié aux perceptions de la performance du gouvernement. Dans l'objectif d'examiner cette question, nous avons créé un indice de performance du gouvernement qui n'est que la moyenne arithmétique des évaluations de la performance gouvernementale en ce qui concerne la gestion de l'économie, de la criminalité, de la corruption, et de la fourniture de certains biens publics (voir toutes les questions dans le Tableau A.1 en annexe). Cet indice varie entre 1 (mauvaise performance) et 4 (bonne performance).

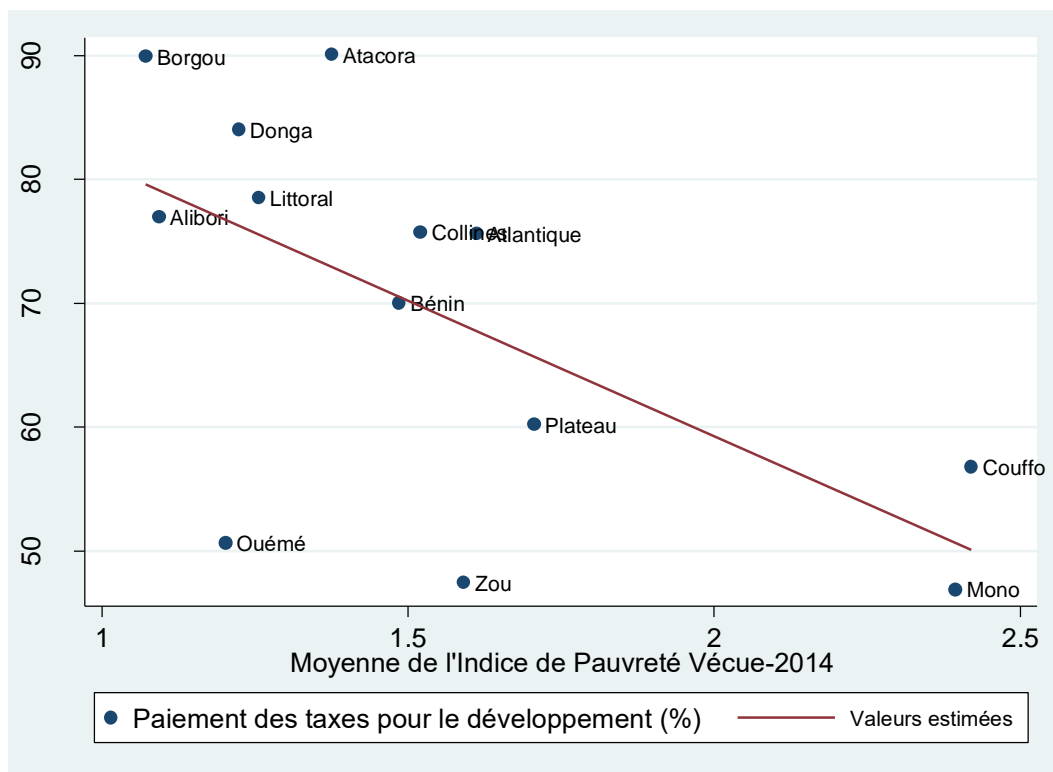
La Figure 15 suggère que lorsque la bonne performance est prononcée dans un département, les citoyens sont plus conscients de l'importance du paiement des taxes pour le développement de leur pays, à l'image des départements du Borgou, de l'Atacora, de la Donga, et de l'Alibori.

Par contre, nous notons une corrélation négative entre le soutien au paiement des taxes pour le développement du pays et la pauvreté vécue par région (Figure 16). Cette corrélation suggère que lorsque la pauvreté vécue est moindre dans une région, les citoyens sont plus enclins à être favorables au paiement des impôts à l'état, comme nous le constatons pour les départements du Borgou, de l'Atacora, de la Donga, du Littoral, des Collines, et même de l'Atlantique. Dans le même temps, les départements du Mono et du Couffo affichant les plus forts taux de pauvreté vécue sur l'ensemble des 12 départements sont ceux figurant parmi les départements où les citoyens priorisent le moins le paiement des taxes afin de faire développer le pays.

**Figure 15: Performance du gouvernement centrale et soutien au paiement des taxes pour le développement du pays | par département | Bénin | 2014**

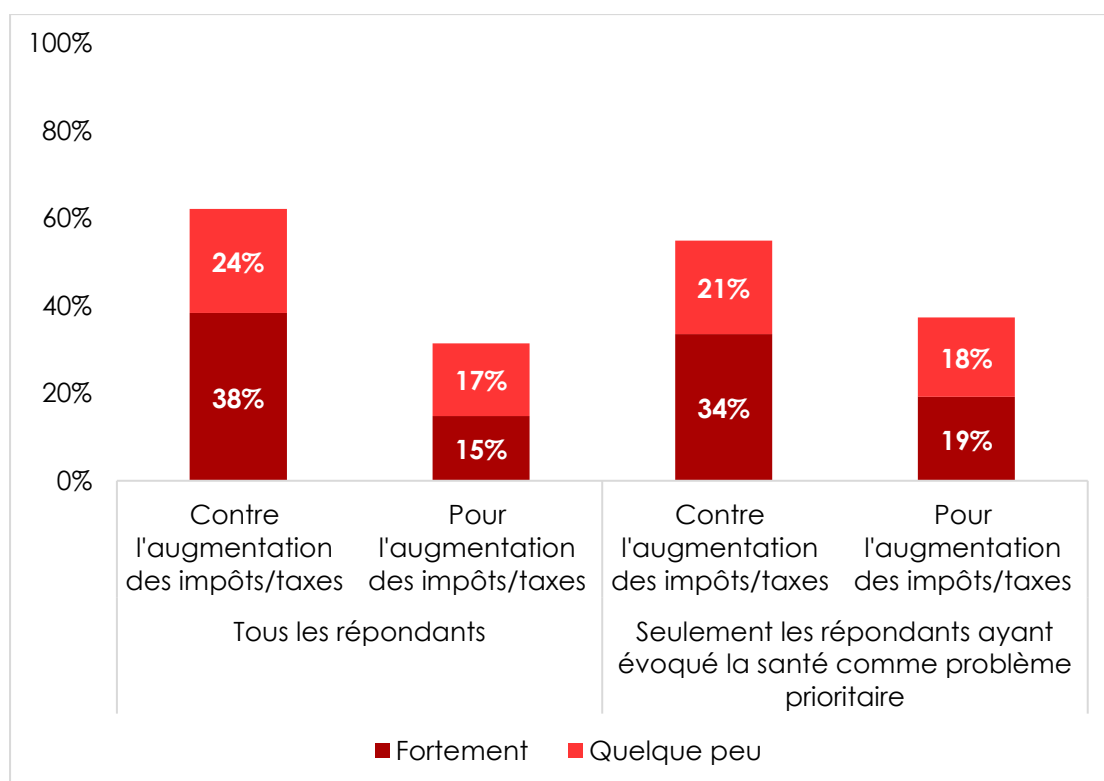


**Figure 16: Pauvreté vécue et soutien au paiement des taxes pour le développement du pays | par département | Bénin | 2014**



Malgré leur soutien au paiement des taxes, les Béninois ne sont pas prêts à accompagner une politique qui consisterait à augmenter les impôts ou les taxes afin de permettre au gouvernement de dépenser davantage pour les soins de santé publique: 38% sont fortement contre et 24% sont quelque peu contre. C'est seulement trois Béninois sur 10 (32%) qui approuveraient cette approche (Figure 17). Cependant, lorsque nous restreignons notre échantillon aux répondants ayant évoqué la santé comme étant l'un des trois problèmes les plus importants auxquels fait face le Bénin, nous remarquons que la proportion des citoyens qui désapprouvent l'augmentation des impôts ou taxes passe à 55%, soit une baisse de 7 points de pourcentage, suggérant que lorsque les citoyens ont une priorité particulière, ils peuvent être plus susceptibles à s'investir davantage pour la satisfaire.

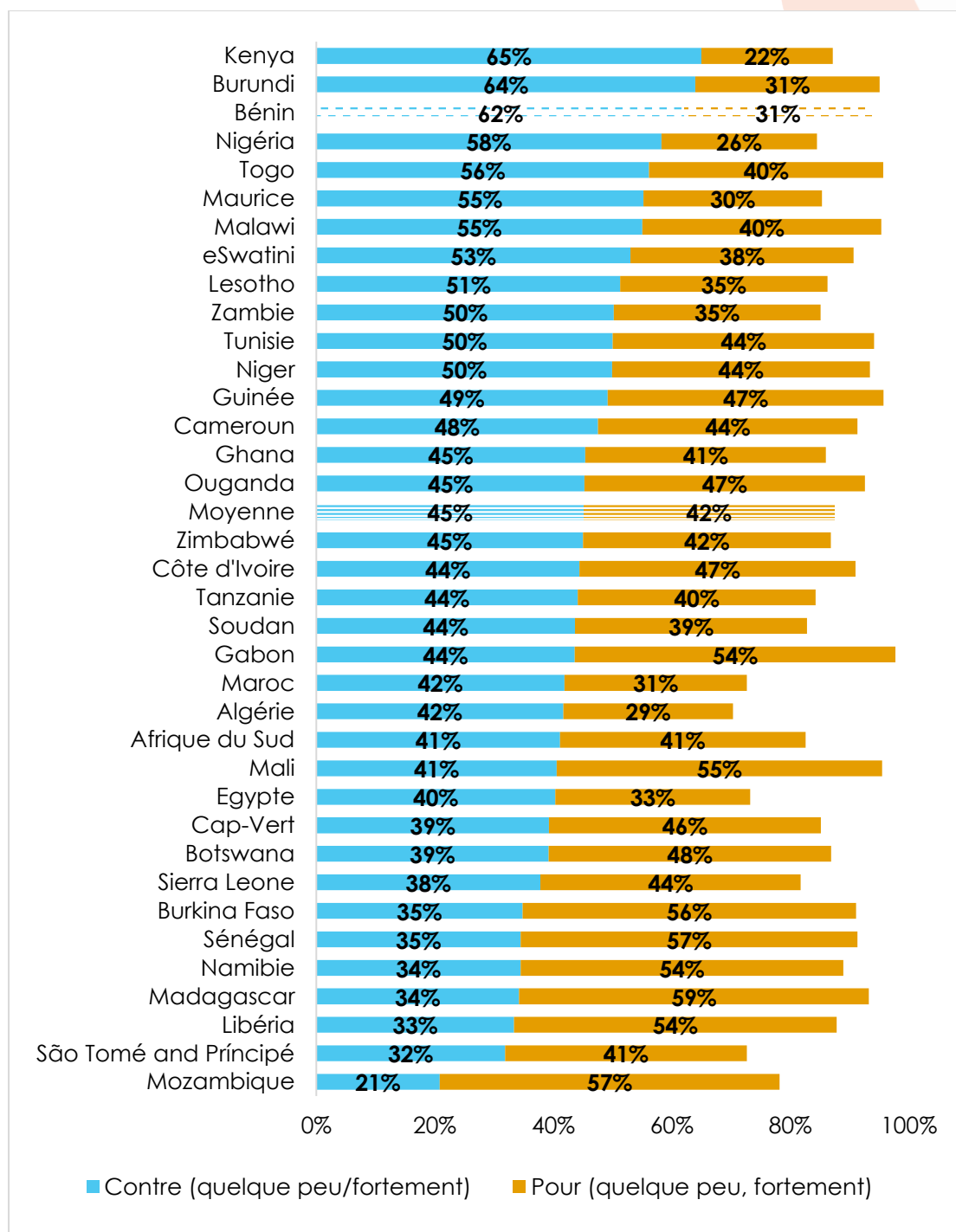
**Figure 17: Augmentation ou non des impôts/taxes pour effectuer les dépenses en soins de santé publiques | Bénin | 2014**



**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir dépenser davantage en soins de santé publique, seriez-vous pour ou contre cette décision?

Une analyse comparative entre les 36 pays enquêtés par Afrobaromètre en 2014/2015 indique que le Bénin (62%) est le troisième pays où les répondants s'opposent le plus à l'augmentation des taxes – une proportion bien supérieure à la moyenne des 36 pays (45%) (Figure 18).

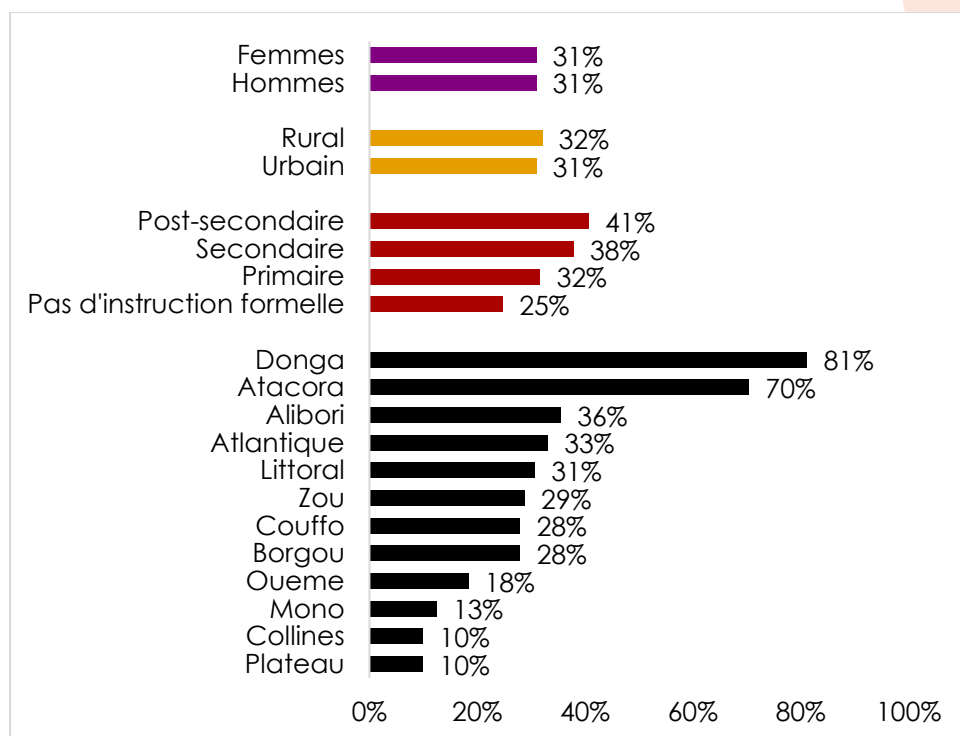
**Figure 18: Augmentation ou non des impôts/taxes pour effectuer les dépenses en soins de santé publiques | 36 pays | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir dépenser davantage en soins de santé publique, seriez-vous pour ou contre cette décision?

Les femmes et les ruraux sont autant nombreux que les hommes et les urbains à soutenir l'augmentation des impôts/taxes. Ce soutien augmente avec le niveau d'instruction, allant de 25% pour ceux n'ayant aucune instruction formelle à 41% pour ceux ayant le niveau post-secondaire. De grandes disparités s'observent par département, avec 81% de citoyens qui supporteraient cette politique dans la Donga contre 10% dans le Plateau et les Collines (Figure 19).

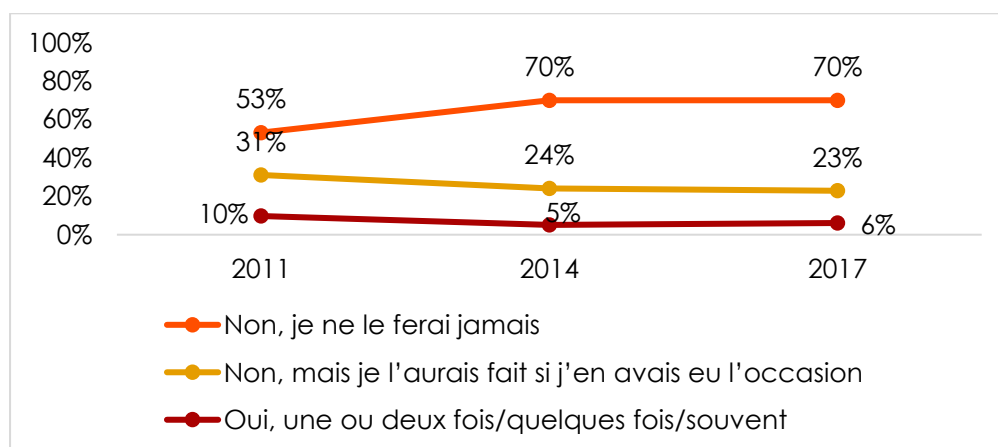
**Figure 19: Soutien pour l'augmentation des impôts/taxes pour effectuer les dépenses en soins de santé publiques | par groupe socio-démographique | Bénin | 2014**



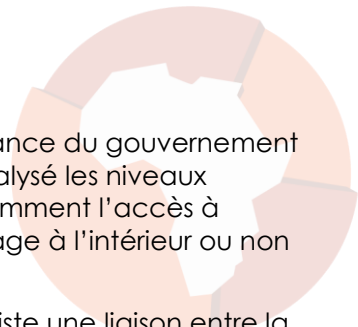
**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir dépenser davantage en soins de santé publique, seriez-vous pour ou contre cette décision? (% de ceux qui disent « fortement pour » ou « quelque peu pour »)

Malgré le fait que l'évasion fiscale soit un délit condamné par la loi au Bénin, une proportion importante des répondants avouent l'avoir fait au moins une fois (6%) pendant les 12 derniers mois précédents l'enquête pour exprimer leur non-satisfaction de la performance du gouvernement, ou le feraient lorsqu'ils en auront l'occasion (23%). Toutefois, la proportion des Béninois qui affirment qu'ils ne vont jamais refuser de payer une taxe ou redevance à l'état pour exprimer leur non-satisfaction a augmenté depuis 2011, allant de 53% à 70% en 2017 (Figure 20).

**Figure 20: Refus de payer une taxe/redevance à l'état | Bénin | 2011-2017**



**Question posée aux répondants:** Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois: Refusé de payer une taxe/redevance à l'état?



Pour avoir un aperçu du lien entre la non-satisfaction de la performance du gouvernement et le refus de payer les taxes, nous avons dans un premier temps analysé les niveaux d'acceptation de ce refus et l'accès aux services publics dont notamment l'accès à l'électricité et la disponibilité de la principale source d'eau du ménage à l'intérieur ou non de la maison.

Comme le montre le Tableau 1, au seuil de significativité de 1%, il existe une liaison entre la volonté de refuser de payer les taxes et l'accès des citoyens à l'électricité. En effet, les citoyens ayant l'accès à l'électricité sont moins enclins d'afficher la volonté de refuser de payer leurs taxes que leurs compatriotes dont le domicile n'est pas raccordé à l'électricité.

Toutefois, au regard de la probabilité associée à la statistique du test de chi<sup>2</sup>, il n'existe aucune liaison entre la volonté de refuser de payer les taxes et la disponibilité de la principale source d'eau du ménage à l'intérieur de la maison.

**Tableau 1: Refus de payer les taxes et accès aux services publics | Bénin | 2014**

	Refus de payer les taxes	
	Je l'ai fait au moins une fois/Je l'aurais fait si j'en avais eu l'occasion	Je ne le ferai jamais
<b>Accès à l'électricité</b>		
<b>Domicile raccordé à l'électricité</b>	32%	68%
<b>Domicile non raccordé à l'électricité</b>	25%	75%
<i>Pearson's chi2 (1) =6,925 (Pr=0,009)</i>		
<b>Source d'eau à l'intérieur de la maison</b>	28%	72%
<b>Source d'eau à l'intérieur de la concession</b>	35%	65%
<b>Source d'eau hors de la concession</b>	29%	71%
<i>Pearson's chi2 (2) =2,4655 (Pr=0,291)</i>		

### Analyse de régression

Pour mieux évaluer la contribution ou non de certains facteurs au refus de payer les taxes, nous utilisons une analyse de régression logistique. La variable dépendante prend la valeur 1 lorsque les individus ont refusé au moins une fois de payer leurs taxes ou lorsqu'ils le feront s'ils en ont l'occasion, et la valeur 0 pour ceux qui payeront toujours leurs taxes.

Comme potentiels facteurs explicatifs, nous regardons l'évaluation de la performance du gouvernement central, la confiance des citoyens aux agents de la Direction Générale des Impôts (DGI), la perception de l'obligation d'un « bon citoyen » de payer ses taxes, l'accès aux services publics tels que l'électricité, la disponibilité de la principale source d'eau du ménage à l'intérieur ou non de la concession, la pauvreté vécue, ainsi que certaines caractéristiques démographiques comme le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, et le milieu de résidence des répondants. (La description détaillée de ces variables se trouvent au niveau du Tableau A.3 en annexe.) Nous utilisons les données Afrobaromètre de 2014 parce que celles de 2017 ne renseignent pas sur certaines variables telles que la confiance des citoyens aux agents de la DGI.

Pour s'assurer qu'il n'existe pas de relations linéaires entre nos variables explicatives, nous avons effectué le test de multicolinéarité. Les résultats du test au niveau du Tableau A.4 en annexe indiquent que le problème de multicolinéarité ne se pose pas dans notre modèle au



regard du facteur d'inflation de la variance (VIF), qui est inférieur à 5 pour chacune de nos variables explicatives.

Comme apparaît dans le Tableau 2, la confiance des citoyens aux agents de la DGI affecte négativement leur refus de payer les taxes, i.e. ceux qui leur font plus confiance sont moins enclins de ne pas payer leurs taxes. Ce résultat pourrait trouver son explication dans le fait que les répondants faisant confiance aux agents de la DGI dont l'une des fonctions est d'assurer le recouvrement et le versement des impôts et taxes au trésor public se disent que ces fonds qu'ils perçoivent seront utilisés à bon escient.

**Tableau 2: Facteurs contribuant au refus de payer les taxes** | régression logistique standard | Bénin | 2014

	Effet marginal	Erreur standard	p-value
<b>Indice de performance du gouvernement central</b>	0.0118137	0.0261711	0.652
<b>Confiance en la Direction Générale des Impôts</b>	-0.0333221	0.0268714	0.215
<b>Dans une bonne démocratie, un bon citoyen doit payer les impôts dont il est redevable</b>	-0.2390809	0.0191269	0.000***
<b>Indice de Pauvreté Vécue</b>	0.060421	0.0156533	0.000***
<b>Contacteur un conseil municipal</b>	0.0280789	0.0162105	0.083*
<b>Contacteur un député à l'Assemblée Nationale</b>	0.0110964	0.0255162	0.664
<b>Contacteur un officiel du gouvernement</b>	0.2951394	0.107307	0.356
<b>Contacteur un officiel d'un parti politique</b>	0.0248408	0.0268959	0.356
<b>Domicile raccordé au réseau électrique (parfois/environ la moitié/la plupart du temps/tout le temps)</b>	-0.0644599	.0320238	0.044**
<b>Principale source d'eau (à l'intérieur de la maison ou de la concession)</b>	0.1085265	0.0298829	0.000***
<b>Sexe (hommes)</b>	-0.0422006	0.0267782	0.115
<b>Age</b>	-0.0011302	0.0009999	0.258
<b>Niveau d'instruction</b>	0.0049942	0.0146531	0.733
<b>Milieu de résidence (urbain)</b>	0.0297454	0.0292609	0.309
<b>Nombre d'observations</b>			1082

\*\*\* $p < 0.01$ , \*\* $p < 0.05$ , \* $p < 0.1$

De la même façon, la perception qu'un bon citoyen dans une démocratie doit toujours payer les impôts affecte négativement le refus de payer les taxes. Ces résultats suggèrent que lorsque les citoyens sont conscients de leur devoir de citoyenneté, ils pourraient être plus enclins à payer les taxes et/ou une redevance à l'état. De plus, l'augmentation d'une unité de l'Indice de Pauvreté Vécue augmente de 6% la probabilité de refuser de payer une taxe ou une redevance à l'état.

Contacteur un conseiller municipal semble affecter positivement et significativement le refus de payer les taxes – peut-être à cause de la satisfaction des citoyens après avoir contacté un conseiller municipal pour lui faire part d'un problème important, ou bien parce que ceux qui sont plus enclins de contacter un de leurs représentants sont plus informés des actions

des gouvernants dans la communauté—ce qui favorise leur propension à payer les taxes ou une redevance à l'état.

Nous notons une relation négative entre l'accès à l'électricité et le refus de payer les taxes ou les redevances à l'état. En effet, la disponibilité partielle ou permanente d'électricité dans le ménage diminue de 6,4% la probabilité de refuser de payer les taxes ou une redevance à l'état. Ces résultats soutiennent l'idée selon laquelle lorsqu'il y a bonne gouvernance, les citoyens ont dans une certaine mesure accès aux services publics et sont plus enclins à contribuer au développement de leur pays.

Chose surprenante, la disponibilité de la principale source d'eau du ménage à l'intérieur de la maison ou de la concession augmente la probabilité de refuser de payer les taxes ou une redevance à l'état. Le sexe des répondants, leur âge, leur niveau d'instruction ainsi que leur milieu de résidence n'expliquent pas l'évasion fiscale. Les attitudes des citoyens à payer leurs taxes et redevances pourraient s'expliquer également par les normes sociales relatives à chaque région ou même par la qualité de la gouvernance, qui pourrait varier d'une région à une autre. Afin de contrôler les variations de notre variable dépendante qui pourraient résulter des facteurs propres à chaque département, nous avons introduit dans notre modèle la variable *région* comme l'indiquent les résultats figurant dans le Tableau A.5 en annexe. Les résultats de ces estimations ne montrent pas tellement différents des résultats du modèle de régression logistique standard présentés dans le Tableau 2 même si, cette fois-ci la confiance des citoyens aux agents des impôts affecte significativement le refus de payer une taxe ou une redevance à l'état.

## Conclusion

Le présent article s'est accentué à faire ressortir certains facteurs favorisant la propension des citoyens à payer leur taxes ou redevances en explorant leurs attitudes et perceptions sur le paiement des taxes et impôts.

Les analyses ressortent que les citoyens sont conscients de leur devoir citoyen de payer les impôts pour que le pays se développe. Mais ils sont également majoritaires à ne pas faire confiance aux agents des impôts, à penser que ces derniers sont corrompus, et à trouver qu'il est difficile de se renseigner sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer à l'état. Ces évidences peuvent être de nature à ne pas encourager les citoyens à contribuer au développement de leur nation en payant les impôts et taxes et appellent les autorités, notamment les agents collecteurs de taxe, à être transparent dans l'accomplissement des tâches qui leur ont été assignées.

Nos estimations indiquent que la confiance des citoyens aux agents des impôts augmente leur probabilité de vouloir payer leur taxe ou redevance. L'amélioration de la transparence dans la gestion de ces redevances pourrait se passer à travers les redditions de comptes ainsi que la mise en place des règles institutionnelles qui contrôlent les autorités, y compris les agents des impôts, dans l'exercice de leur fonction.

La perception qu'un bon citoyen doit payer les impôts diminue la probabilité des citoyens béninois de refuser de payer leur taxe ou redevance à l'état. De ce fait, les résultats suggèrent l'importance de sensibiliser la population sur les devoirs de citoyenneté.

La pauvreté vécue étant positivement corrélée avec le refus de payer les taxes ou redevances, les stratégies œuvrant à la réduction de la pauvreté, y compris l'accès à une éducation de qualité et aux microcrédits, doivent être encouragées.

De plus, les politiques promouvant la bonne gouvernance, par exemple un meilleur accès des populations aux services publics tel que l'électricité, doivent être encouragées afin que les citoyens perçoivent l'importance de contribuer au développement de leur pays.



## Références

- Besley, T., & Persson, T. (2014). Why do developing countries tax so little? *Journal of Economic Perspectives*, 28(4), 99-120. <http://piketty.pse.ens.fr/files/BesleyPersson2014JEP.pdf>.
- Campuzano, J. (2015). Tax transparency and willingness to pay. [http://www.academia.edu/download/38012792/campuzano\\_tax\\_transparency\\_and\\_willingness\\_to\\_pay.pdf](http://www.academia.edu/download/38012792/campuzano_tax_transparency_and_willingness_to_pay.pdf).
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques. (2009). Taxation, state building, and aid. <https://www.oecd.org/ctp/taxation-state-building-and-aid-factsheet.pdf>.

## Annexe

### Tableau A.1: Questions utilisées lors de la construction de l'indice de performance du gouvernement central

Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (« Très mal » = 1, « Plutôt mal » = 2, « Plutôt bien » = 3, « Très bien » = 4)

- A. Gestion de l'économie?
- B. Amélioration des conditions de vie des pauvres?
- C. Création d'emplois?
- D. Stabilité des prix?
- E. Réduction du fossé entre riches et pauvres?
- F. Réduction de la criminalité?
- G. Amélioration des services de santé de base?
- H. Satisfaction des besoins en éducation?
- I. Fourniture de services d'eau et d'assainissement?
- J. Sécurité alimentaire pour tous?
- K. Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?
- L. Entretien des routes et ponts?
- M. Fourniture fiable d'électricité?

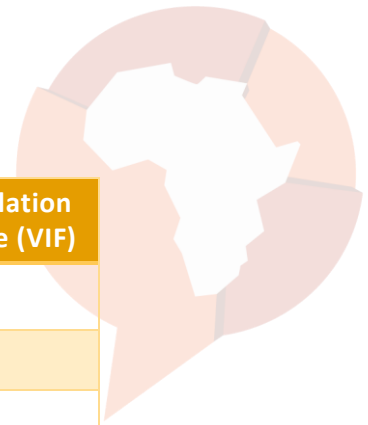
### Tableau A.2: Questions utilisées lors de la construction de l'Indice de Pauvreté Vécue

Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes? (« Jamais » = 0, « Juste une ou deux fois » = 1, « Quelques fois » = 2, « Plusieurs fois » = 3, « Toujours » = 4)

- A. Nourriture insuffisante pour manger à sa faim?
- B. Manque d'eau potable pour les besoins domestiques?
- C. Manque de médicaments ou de soins médicaux?
- D. Manque de combustible pour la cuisson des repas?
- E. Manque d'argent?

**Tableau A.3: Statistiques descriptives des variables utilisées dans le modèle de régression logistique**

Variable	N	Minimum	Moyenne	Erreur standard	Maximum
Refuser de payer les taxes	1185	0	0.2946166	0.4560627	1
Indice de performance du gouvernement central	1127	1	2.08795	0.5361752	4
Confiance en la Direction Générale des Impôts	1160	0	0.4392488	0.4965096	1
Dans une démocratie, un bon citoyen doit payer les impôts dont il est redevable	1188	1	2.731381	0.541873	3
Indice de Pauvreté Vécue	1199	0	1.485702	0.910743	4
Milieu de résidence (urbain)	1200	0	0.4905264	0.5001187	1
Contacter un conseil municipal	1200	0	0.4937861	0.9286785	3
Contacter un député à l'Assemblée Nationale	1200	0	0.2397598	0.6683712	3
Contacter un officiel du gouvernement	1200	0	0.1706676	0.5751442	3
Domicile raccordé au réseau électrique (parfois/environ la moitié/la plupart du temps/tout le temps)	1200	0	0.4123863	0.4924692	1
Principale source d'eau du ménage (à l'intérieur de la maison ou de la concession)	1200	0	0.3576583	0.4795106	1
Sexe	1200	0	0.5	0.5002085	1
Age	1199	18	35.21822	13.7949	85
Niveau d'instruction	1198	0	1.067076	0.9981785	3



**Tableau A.4: Résultats du test de multicolinéarité**

<b>Variable</b>	<b>Facteur d'inflation de la variance (VIF)</b>
Indice de performance du gouvernement central	1.26
Confiance en la Direction Générale des Impôts	1.16
Dans une démocratie, un bon citoyen doit payer les impôts dont il est redevable	1.10
Indice de Pauvreté Vécue	1.36
Milieu de résidence	1.41
Contacteur un conseil municipal	1.61
Contacteur un député à l'Assemblée Nationale	2.23
Contacteur un officiel du gouvernement	1.88
Domicile raccordé au réseau électrique (parfois/environ la moitié/la plupart du temps/tout le temps)	1.64
Principale source d'eau du ménage (à l'intérieur de la maison ou de la concession)	1.4
Sexe	1.16
Age	1.17
Niveau d'instruction	1.41

**Tableau A.5: Facteurs contribuant au refus de payer taxes** | régression logistique des effets fixes du département | Bénin | 2014

	Effet marginal	Erreur standard	p-value
Indice de performance du gouvernement central	-0.0411647	0.0275779	0.136
Confiance en la Direction Générale des Impôts	-0.05924	0.0263743	0.025**
Dans une bonne démocratie, un bon citoyen doit payer les impôts dont il est redevable	-0.2156773	0.0197873	0.000***
Indice de Pauvreté Vécue	0.048315	0.0165928	0.004***
Contacteur un conseil municipal	0.0333225	0.0160284	0.038**
Contacteur un député à l'Assemblée Nationale	0.0072393	0.0250904	0.773
Contacteur un officiel du gouvernement	0.0294083	0.0268217	0.273
Domicile raccordé au réseau électrique (parfois/environ la moitié/la plupart du temps/tout le temps)	-0.0710188	0.0318696	0.026**
Principale source d'eau (à l'intérieur de la maison ou de la concession)	0.1390183	0.030346	0.000***
Sexe (hommes)	-0.0376055	0.0258612	0.146
Age	-0.0010931	0.0009786	0.264
Niveau d'instruction	-0.0179102	0.0150895	0.235
Milieu de résidence (urbain)	0.0360817	0.029213	0.217
<b>Département (référence=Alibori)</b>			
Atacora	0.3260678	0.0714638	0.000***
Atlantique	0.0870128	0.0528138	0.099*
Borgou	0.1316176	0.0560382	0.019**
Collines	0.3383589	0.0742394	0.000***
Couffo	0.0221599	0.0610811	0.717
Donga	0.1636707	0.0742898	0.028**
Littoral	0.0652142	0.0623239	0.295
Mono	0.1069732	0.0721814	0.138
Ouémé	0.1069732	0.0721814	0.138
Plateau	0.0874015	0.0671786	0.193
Zou	-0.0336096	0.0557277	0.546
<b>Nombre d'observations</b>			1082

# AFRO



## BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE



**Horace Gninafon** est directeur de recherche associé à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin.

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays africains. La coordination est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut des Etudes en Développement (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya, et l'Institut pour la Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université d'Etat du Michigan (MSU) et l'Université de Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'état américain, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), de la Fondation Nationale pour la Démocratie, et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter de financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



Contact: [hgninafon@gmail.com](mailto:hgninafon@gmail.com)